



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE



Direction de la réglementation, des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de l'environnement

Arrêté en date du 28 novembre 2008 autorisant la détention et l'utilisation
de sources radioactives scellées par la Société
ARCELOR MITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE à MONTATAIRE

LE PREFET DE L'OISE

Officier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment le livre V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux autorisant la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine dont le siège social est fixé 1 à 5 rue Luigi Cherubini – 93200 Saint Denis, à exploiter route de Saint Leu à Montataire (60700), des installations de traitement de bobines d'acier (galvanisation, laquage, tôles sandwich, etc..) et des installations fournissant les utilités, en particulier les arrêtés préfectoraux des 19 octobre 1984 modifié, 4 décembre 1986 modifié, 3 décembre 1996 et 13 mars 1997, ainsi que des installations d'emploi de sources radioactives visées notamment par les arrêtés des 19 octobre 1984 et 4 décembre 1986 précités ;

Vu la demande présentée le 20 novembre 2007 par la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine en vue d'obtenir le bénéfice de l'antériorité de l'autorisation de détention et d'utilisation de radioéléments artificiels en sources scellées ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu le rapport et les propositions en date du 17 septembre 2008 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 2 octobre 2008 du conseil départemental de l'environnement, de risques sanitaires et technologiques au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 9 octobre 2008 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations émises par le pétitionnaire par lettre en date du 28 octobre 2008 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 novembre ;

CONSIDERANT

qu'il convient, conformément à l'article R.512-33 du code de l'environnement, dans les formes prévues à l'article R.512-31, d'imposer à cet établissement relevant du régime de l'autorisation des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dudit code ;

Que la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine remplit les conditions nécessaires pour bénéficier du droit d'antériorité prévu à l'article L513-1 du code de l'environnement, pour l'utilisation et la détention de ses sources radioactives ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, dont le siège social est fixé 1 à 5 rue Luigi Cherubini – 93200 Saint Denis, est autorisée, sous réserve des prescriptions édictées en annexe 1, à détenir et à utiliser sur son site de Montataire des sources radioactives scellées relevant de la rubrique 1715 de la nomenclature des installations classées, dans les limites suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé nomenclature	Activité autorisée	Capacité maximale autorisée
1700		<p>Substances radioactives (définitions et règles de classement des).</p> <p>Définitions :</p> <p>Les termes : " substance radioactive ", " activité ", " radioactivité ", " radionucléide ", " source radioactive non scellée " et " source radioactive scellée " sont définis dans l'annexe 13-7 de la première partie du code de la santé publique.</p> <p>Règles de classement :</p> <p>1° Les opérations visées à la rubrique 1715 font l'objet d'un classement au titre de la présente nomenclature dès lors qu'elles sont mises en œuvre dans un établissement industriel ou commercial, dont une installation au moins est soumise à autorisation au titre d'une autre rubrique de la nomenclature.</p> <p>2° A chaque radionucléide est associé un " seuil d'exemption " (en Bq), défini en application de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique à l'annexe 13-8 de la première partie de ce code. Pour les besoins des présentes règles de classement, la valeur de 1 000 Bq est utilisée pour les radionucléides non mentionnés par les dispositions précédentes.</p> <p>3° Pour une installation dans laquelle un ou plusieurs radionucléides sont utilisés, le rapport Q (sans dimension) est calculé d'après la formule :</p> $Q = \sum (A_i / A_{ex_i})$ <p>dans laquelle :</p> <p>A_i représente l'activité totale (en Bq) du radionucléide i</p> <p>A_{ex_i} représente le seuil d'exemption en activité du radionucléide i</p>		
1715-1	Autorisation	<p>Substances radioactives (<i>préparation, fabrication, transformation, conditionnement, Utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de</i>) sous forme de sources radioactives,</p> <p>Scellées ou non scellées, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735,</p> <p>1° La valeur de Q est égale ou supérieure à 10^4.</p>	Stockage et utilisation de sources radioactives scellées	38 110 000

ARTICLE 2 :

Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent les dispositions relatives aux sources radioactives définies dans les actes administratifs délivrés précédemment au pétitionnaire au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 4 :

La secrétaire générale de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Montataire, la directrice régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 novembre 2008

pour le préfet
et par délégation,
la secrétaire générale,



Isabelle PÉTONNET

ANNEXE 1

PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS RADIOACTIVES

ARTICLE 1 - SOURCES ET SUBSTANCES RADIOACTIVES

Le présent arrêté vaut autorisation au sens de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique, pour l'utilisation et la détention de sources radioactives scellées correspondant à un rapport Q au maximum égal à 38 110 000.

L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées la liste des sources radioactives présentes sur son site, avec indication pour chaque source :

- du radioélément ;
- de l'activité ;
- du seuil d'exemption correspondant ;
- de l'emplacement dans l'établissement.

ainsi que le calcul du rapport Q correspondant à l'ensemble de ces sources.

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 2.1. Réglementation générale

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions applicables au titre des autres réglementations et en particulier de celles relatives au transport des matières radioactives et à l'hygiène et la sécurité du travail.

ARTICLE 2.2. Cessation d'exploitation

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au Préfet et à l'inspection des installations classées. L'exploitant demandeur met en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée. En particulier, le chef d'établissement doit transmettre au préfet et à l'institut de radioprotection et sûreté nucléaire (IRSN) l'attestation de reprise des sources radioactives scellées délivrée par le fournisseur.

Les résidus de démantèlement de l'installation présentant des risques de contamination ou d'irradiation devront être remis à un organisme régulièrement autorisé pour procéder à leur élimination.

ARTICLE 2.3. Cessation de paiement

Au cas où l'entreprise devrait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le Préfet et l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 - ORGANISATION

ARTICLE 3.1. Gestion des sources radioactives

Toute cession et acquisition de radionucléides, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus doit également permettre à l'exploitant de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement.

L'inventaire des sources mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN).

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, le titulaire effectue périodiquement un inventaire physique des sources au moins une fois par an.

ARTICLE 3.2. Personne responsable

L'exploitant définit une ou plusieurs personnes en charge directe de l'activité nucléaire autorisée appelées « personnes responsables » ou « personnes compétentes en radioprotection (PCR) ».

Le changement de personnes responsables devra être obligatoirement déclaré au préfet de département, à l'inspection des installations classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour disposer en permanence d'au moins une personne responsable, soit sur le site, soit susceptible de se rendre sur le site dans de brefs délais.

ARTICLE 3.3. Bilan périodique

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées tous les 5 ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application du présent arrêté. Ce bilan comprend a minima :

- l'inventaire des sources radioactives et des appareils émettant des rayonnements ionisants détenus dans son établissement ;
- les rapports de contrôle des sources radioactives et des appareils en contenant prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du code du travail ;
- les résultats des contrôles prévus à l'article 3.5 du présent arrêté.

Un réexamen de la justification du recours à une activité nucléaire est réalisé tous les 10 ans.

ARTICLE 3.4. Prévention contre le vol, la perte ou la détérioration

Les sources radioactives seront conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. En dehors de leur utilisation, elles seront notamment stockées dans des locaux, des logements ou des coffres appropriés fermés à clé dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible. L'accès à ces locaux, logements ou coffres est réglementé.

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) devra être déclaré par l'exploitant impérativement et sans délai au préfet du département ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à l'IRSN.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

ARTICLE 3.5. Protection contre l'exposition aux rayonnements ionisants

L'installation est conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de substances radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an.

Le contrôle des débits d'équivalent de dose est effectué en continu au moyen de dosimètres disposés en limites d'accès aux sources radioactives. Les résultats de ce contrôle seront consignés mensuellement sur un registre qui doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats du contrôle sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels accompagnés de commentaires (dérives constatées et leurs causes, actions correctives, effets mesurés des améliorations réalisées, résultats d'examen annuel de la contamination radioactive par un organisme, etc..). Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis pour le 30 avril de l'année N au plus tard.

Article 3.5.1. Signalisation des lieux de travail et d'entreposage des sources radioactives

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité (plan du local avec localisation de(s) la source(s) et caractéristiques et risques associés de(s) la source(s)) sont placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et de stockage des sources. Ces dispositions doivent permettre d'éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

Article 3.5.2. Consignes de sécurité

L'exploitant identifie les situations anormales (incident ou accident) pouvant être liées à l'utilisation des substances radioactives par le personnel de son établissement. En conséquence, il établit et fait appliquer des procédures en cas d'événements anormaux.

Des consignes écrites, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs et personnes responsables (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

donner l'alerte en cas d'incident ;
mettre en œuvre les mesures de protection contre les expositions interne et externe ;
déclencher les procédures prévues à cet effet.

Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin et révisées régulièrement.

Chaque situation anormale doit faire l'objet d'une analyse détaillée par l'exploitant. Cette analyse est ensuite exploitée pour éviter le renouvellement de l'événement. L'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises dans le cadre du retour d'expérience font l'objet d'un rapport transmis aux autorités administratives compétentes.

En cas d'incendie concernant ou menaçant des substances radioactives, les services d'incendie appelés à intervenir sont informés du plan des lieux, des voies d'accès et des emplacements des différentes sources radioactives, des stocks de déchets radioactifs ainsi que des produits extincteurs recommandés ou proscrits pour les substances radioactives présentes dans le local.

Le plan d'intervention interne applicable à l'établissement prendra en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes. Il devra prévoir l'organisation et les moyens destinés à faire face aux risques d'exposition interne et externe aux rayonnements ionisants de toutes les personnes susceptibles d'être menacées. En particulier, il appartient à l'exploitant de définir les matériels susceptibles d'être utilisés rapidement pour l'intervention en cas d'accident, tels que des matériels de détection, de mesure, de protection, de neutralisation (telle que substances absorbantes), de décontamination etc.. Une réserve de ces matériels sera mise en place en tant que de besoin.

ARTICLE 3.6. Dispositions relatives aux appareils contenant des radionucléides

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistants au feu, la mention radioactive, la dénomination du produit contenu, son activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil. La gestion des sources doit permettre de retrouver la source contenue dans chaque appareil.

L'exploitant met en place un suivi des appareils contenant des radionucléides.

Ces appareils sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement de la (des) source(s) radioactive(s) doit être tel que son (leur) étanchéité soit parfaite et sa (leur) détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre présente notamment :

- les références de l'appareil concerné,
- la date de découverte de la défectuosité,
- une description de la défectuosité,
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise / organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a vérifié.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 4.1. Dispositions particulières relatives à l'emploi de sources scellées

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

L'exploitant est tenu de faire reprendre les sources scellées périmées ou en fin d'utilisation.

Lors de l'acquisition de sources scellées chez un fournisseur autorisé, l'exploitant veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont il conserve un exemplaire.

ARTICLE 4.2. Dispositions particulières concernant les lieux de stockage des sources

Une isolation suffisante contre les risques d'incendie d'origine extérieure est exigée.

Les locaux ne doivent pas être situés à proximité d'un stockage de produits combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Il est interdit de constituer à l'intérieur du local un dépôt de matières combustibles.

Les portes du local s'ouvriront vers l'extérieur et devront fermer à clef. Une clef sera détenue par toute personne responsable en ayant l'utilité (équipe d'intervention incluse).